

Call to Combat Transphobia and Homophobia

WHEREAS two-spirit, transgender, nonbinary, and gender diverse (2STNBGD+) people are among the most vulnerable and disadvantaged groups in Canada and have experienced long-term and systemic discrimination, harassment and violence in many aspects of their lives, including in relation to accessing justice, healthcare, housing and employment;

WHEREAS 2STNBGD+ people experience more co-occurring legal problems than the general population, often as a direct result of the legal system itself, and are less likely to formally act on their legal issues;

WHEREAS human rights violations, harassment, intimidation, threats of violence and hate-motivated protests have increased, and, according to Statistics Canada, hate crimes targeting 2SLGBTQI+ people have reached an all-time high;

WHEREAS, left unaddressed, discrimination and violence threaten to continue to destroy the lives of 2SLGBTQI+ people, undermine the rule of law, devalue the human rights of all people, and inhibit economic development and the full contribution of all members of society;

Appel à l'action pour la lutte contre la transphobie et l'homophobie

ATTENDU QUE les personnes bispirituelles, transgenres, non binaires et de diverses identités de genre (2ETNBDIG+) sont du nombre des groupes les plus vulnérables et les plus défavorisés au Canada et qu'elles sont victimes de discrimination, de harcèlement et de violence systémiques et à long terme dans de nombreux aspects de leur vie, notamment en ce qui concerne l'accès à la justice, aux soins de santé, au logement et à l'emploi;

ATTENDU QUE les personnes 2ETNBDIG+ rencontrent davantage de problèmes juridiques concomitants que la population générale, souvent en raison directe du système juridique lui-même, et qu'elles sont moins susceptibles d'agir formellement sur leurs problèmes juridiques;

ATTENDU QUE les violations des droits de la personne, le harcèlement, l'intimidation, les menaces de violence et les manifestations motivées par la haine ont augmenté et que, selon Statistique Canada, les crimes haineux visant les personnes 2ELGBTQI+ ont atteint un niveau record;

ATTENDU QUE, si rien n'est fait, la discrimination et la violence menacent de continuer à détruire la vie des personnes 2ELGBTQI+, à miner la primauté du droit, à dévaloriser les droits de la personne de tous et à entraver le développement économique et la pleine contribution de l'ensemble des membres de la collectivité;

WHEREAS the CBA, the HIV and AIDS Legal Clinic Ontario and TRANSforming Justice published the *Access to Justice for Trans People* report in 2022, identifying barriers for improved access to justice for 2STNBGD+ people;

BE IT RESOLVED THAT the Canadian Bar Association urge organizations and federal, provincial, and territorial governments to combat transphobia and homophobia by:

- implementing the recommendations in the CBA Access to Justice for Trans People, listed in Annex 1;
- supporting and adopting laws making it a discriminatory practice to communicate or cause to be communicated hate speech, including on the internet, that is likely to foment detestation or vilification of an individual or group on the basis of a prohibited ground of discrimination; and
- developing and implementing a national strategy involving all levels of government to protect the rights of 2SLGBTQI+ people and combat increasing transphobia and hate crimes.

Resolution carried at the Annual Meeting of the Canadian Bar Association held in Ottawa, ON, February 8, 2024.

ATTENDU QUE l'ABC, la HIV and AIDS Legal Clinic Ontario et l'équipe de recherche TRANSformer la Justice ont publié en 2022 le rapport *L'accès des personnes trans à la justice* dans lequel étaient identifiés les obstacles à l'amélioration de l'accès à la justice pour les personnes 2ETNBDIG+;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE l'Association du barreau canadien exhorte les organisations fédérales et les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux à combattre la transphobie et l'homophobie par les moyens suivants :

- la mise en œuvre des recommandations du rapport de l'ABC, *L'accès des personnes trans à la justice*, énumérées à l'annexe 1;
- le soutien et l'adoption de lois faisant de la communication ou de la diffusion de discours haineux, y compris sur Internet, susceptibles de fomenter la détestation ou la diffamation d'une personne ou d'un groupe sur la base d'un motif de discrimination interdit, une pratique discriminatoire;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nationale à laquelle participent tous les ordres de gouvernement afin de protéger les droits des personnes 2ELGBTQI+ et de contrer l'augmentation de la transphobie et des crimes haineux.

Résolution adoptée à l'Assemblée annuelle de l'Association du Barreau canadien, à Ottawa (ON), le 8 février 2024.

**Johanne C. Bray K.C.
Chief Executive Officer/Chef de la direction**

Call to Combat Transphobia and Homophobia

ACCESS TO JUSTICE FOR TRANS PEOPLE

Recommendations

Our recommendations to address the barriers outlined in the report are animated by five key factors:

1. Trans people must be supported to lead the further development and implementation of all recommendations, as well as the development of materials, tools, etc., associated with the recommendations.
2. An intersectional lens that accounts for the different experiences of trans people with different identities and circumstances must be employed at all stages of further development and implementation of the recommendations.
3. Without income, housing, and access to appropriate health and social services, trans people's lives will simply not improve.
4. Tinkering with rules, policies, laws or regulations is not enough. Rather, law reform and systemic change is necessary as many of the root causes of people's legal issues stem from past and current rules, policies, laws, regulations and systems. As part of this reform, early preventative intervention and resolution processes, as opposed to only court- and tribunal-based processes, must be implemented to effectively respond to the legal needs of trans people.
5. This work must be done in a way that respects the sovereign rights of the Indigenous Peoples of Canada, incorporates Indigenous justice approaches and responds to Calls to Action of the Truth and Reconciliation

Appel à l'action pour la lutte contre la transphobie et l'homophobie

L'ACCÈS DES PERSONNES TRANS À LA JUSTICE

Recommandations

Nos recommandations visant à éliminer les obstacles mentionnés dans le rapport sur cinq facteurs clés :

1. Les personnes trans doivent être soutenues pour diriger l'élaboration et la mise en œuvre de toutes les recommandations, ainsi que l'élaboration du matériel, des outils, etc., associés aux recommandations.
2. Une perspective intersectionnelle qui tient compte des différentes expériences des personnes trans ayant différentes identités et circonstances doit être utilisée à toutes les étapes de l'élaboration et de la mise en œuvre des recommandations.
3. Sans revenu, logement et accès à des services sociaux et des services de santé appropriés, la vie des personnes trans ne s'améliorera tout simplement pas.
4. Remanier les règles, les politiques, les lois ou les règlements ne suffit pas. La réforme des lois et un changement systémique sont plutôt nécessaires, car bon nombre des causes profondes des problèmes juridiques des gens découlent des règles, politiques, lois, règlements et systèmes passés et actuels. Dans le cadre de cette réforme, il faut mettre en œuvre des processus d'intervention préventive et de règlement précoces, par opposition aux seuls processus dans les tribunaux, pour répondre efficacement aux besoins juridiques des personnes trans.
5. Ce travail doit être accompli de manière à respecter les droits souverains des peuples autochtones du Canada, à intégrer les approches de justice autochtone et à répondre aux appels à

Commission of Canada and Calls for Justice of the National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls. Indigenous trans and/or Two-Spirit people must be supported to take the lead on this essential work.

l'action de la Commission de vérité et réconciliation du Canada et aux appels à la justice de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Les personnes trans et bispirituelles autochtones doivent être soutenues pour diriger ce travail essentiel.

SUPPORT FOR TRANS LEGAL PROFESSIONALS

Trans people should be encouraged, supported, mentored and funded to complete legal training. Trans people should be supported to lead initiatives intended for or affecting their communities.

SOUTIEN AUX PROFESSIONNELS ET PROFESSIONNELLES DU DROIT TRANS

Les personnes trans devraient être encouragées à suivre une formation juridique et être soutenues, encadrées et financées pour le faire. Les personnes trans devraient être soutenues pour qu'elles puissent diriger des initiatives qui visent ou touchent leurs communautés.

Recommendations

6. Trans people should be supported to lead initiatives involving trans people and trans issues.
7. Legal educational institutions should fund endeavours to recruit students from trans communities.
8. Legal educational institutions should offer comprehensive funding and resources, including mentorship, to support trans students.
9. Trans people should be supported to lead initiatives to address the discrimination they face in the legal profession.
10. Legal educational institutions should educate all staff and faculty on trans identities and ensure that trans students, staff and faculty are treated with respect and dignity.

Recommandations

6. Les personnes trans devraient être soutenues pour qu'elles puissent diriger des initiatives en lien avec les personnes trans et les enjeux propres aux personnes trans.
7. Les établissements d'enseignement juridique devraient financer les efforts de recrutement d'étudiantes et d'étudiants issu·e·s de communautés trans.
8. Les établissements d'enseignement juridique devraient offrir un financement complet et des ressources, y compris du mentorat, pour soutenir les étudiants et étudiantes trans.
9. Les personnes trans devraient être soutenues pour qu'elles puissent diriger des initiatives visant à éliminer la discrimination à laquelle elles sont confrontées dans la profession juridique.
10. Les établissements d'enseignement juridique devraient éduquer tous les membres du personnel et du corps professoral sur les identités trans et veiller à ce que les étudiants et étudiantes, les membres du personnel et les membres du corps professoral qui sont trans soient traités avec respect et dignité.

11. Legal educational institutions should include trans-specific content in courses that address ethics, client and practice management, as well as substantive legal areas that impact trans populations. Whenever possible, this content should be developed and delivered by trans people.
 12. The Federation of Law Societies of Canada and law societies should update the codes of professional conduct to make it explicit that intentionally deadnaming, misgendering or mistreating the personal information of trans people is a breach of a lawyer's professional responsibility, and enforce existing rules calling for non-discrimination and civility.
 13. Law societies should update their practice resources, legal profession admission programs, checklists, and continuing education requirements to improve the level of trans competency and awareness among lawyers, as well as knowledge of trans-specific substantive legal issues.
 14. Law societies should update their databases so lawyers can list their pronouns, titles and correct names to avoid misgendering and deadnaming.
 15. Legal professionals should actively participate in changing the culture of the profession to combat endemic transphobia affecting trans clients, trans lawyers and students.
11. Les établissements d'enseignement juridique devraient inclure du contenu sur les personnes trans dans les cours portant sur l'éthique, la gestion des clients et des pratiques, ainsi que dans les domaines juridiques importants qui ont une incidence sur les personnes trans. Dans la mesure du possible, ce contenu devrait être développé et livré par des personnes trans.
 12. La Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada et les barreaux devraient mettre à jour les codes de déontologie afin de rendre explicite que le fait d'utiliser un morinom, de mégenrer ou de maltraiter les renseignements personnels des personnes trans de manière intentionnelle constitue un manquement à la responsabilité professionnelle d'un juriste, et faire appliquer les règles existantes exigeant la non-discrimination et la civilité.
 13. Les barreaux devraient mettre à jour leurs ressources professionnelles, leurs programmes d'admission à la profession juridique, leurs listes de vérification et leurs exigences en matière de formation continue pour améliorer le niveau de compétence et de sensibilisation des juristes pour leurs clients trans, ainsi que la connaissance des problèmes juridiques importants propres aux personnes trans.
 14. Les barreaux devraient mettre à jour leurs bases de données pour que les juristes puissent dresser une liste de leurs pronoms, de leurs titres et de leurs noms exacts afin d'éviter le mégenrage et l'utilisation de morinoms.
 15. Les professionnels du droit devraient participer activement au changement de la culture de la profession afin de lutter contre la transphobie endémique qui touche les clients et clientes trans, les juristes trans et les étudiants et étudiantes trans.

PROFESSIONAL TRAINING

All actors in the legal system, as well as health care providers, should be educated on trans identities.

Recommendations

16. Law societies in Canada should require at least three hours of mandatory equity, diversity and inclusion training per reporting cycle, including one hour of trans-competency training.
17. All courts and administrative tribunals should implement policies related to the use of pronouns, language and titles, including those related to safety and confidentiality.
18. All judges and court staff, as well as interpreters assisting clients or appearing in courts, should receive mandatory and ongoing trans-competency training.
19. All administrative tribunal staff, as well as interpreters assisting clients or appearing in tribunals, should receive mandatory and ongoing trans-competency training.
20. Legal educational institutions should integrate education and training on trans issues into their curriculum.
21. Law societies should assess competence on trans issues as part of bar and paralegal admission.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Tous les acteurs du système de justice, ainsi que les prestataires de soins de santé, devraient être éduqués sur les identités trans.

Recommandations

16. Au Canada, les barreaux devraient exiger au moins trois heures de formation obligatoire sur l'équité, la diversité et l'inclusion par cycle de rapport, y compris une heure de formation sur les compétences requises pour aider les personnes trans.
17. Tous les tribunaux judiciaires et administratifs devraient mettre en œuvre des politiques relatives à l'utilisation des pronoms, de la langue et des titres, y compris celles relatives à la sécurité et à la confidentialité.
18. Tous les juges et le personnel des tribunaux judiciaires, ainsi que les interprètes qui aident les clients et clientes ou qui comparaissent devant les tribunaux, devraient recevoir une formation obligatoire et continue sur les compétences nécessaires en lien avec les clients et les clientes trans.
19. Tous les juges et le personnel des tribunaux administratifs, ainsi que les interprètes qui aident les clients et clientes ou qui comparaissent devant les tribunaux, devraient recevoir une formation obligatoire et continue sur les compétences nécessaires en lien avec les personnes trans.
20. Les établissements d'enseignement juridique devraient intégrer l'éducation et la formation sur les enjeux en lien avec les personnes trans à leur programme.
21. Les barreaux devraient évaluer la compétence sur les enjeux en lien avec les personnes trans dans le cadre de l'admission au barreau et à titre de parajuristes.

22. Federal, provincial and territorial governments should require and fund ongoing trans-competency training tailored for legal aid employees (including but not limited to lawyers), legal clinics, private practice lawyers and paralegals.
23. Regulatory bodies for healthcare professionals across Canada should require at least three hours of mandatory equity, diversity and inclusion training per reporting cycle, including one hour of trans-competency training.
24. Federal, provincial, territorial and municipal governments should require that public servants complete mandatory and ongoing trans-competency training.

LEGAL SERVICES

Many trans people don't have access to accurate, trans-specific legal information and legal services. The legal services required include legal advice, representation and referrals, as well as community development and law reform activities. This need should be met.

Recommendations

25. Federal, provincial and territorial governments should ensure adequate and sustainable funding for legal aid services across Canada, particularly in Indigenous and racialized communities.
26. Federal, provincial and territorial governments should fund trans-led legal clinics for trans people, funded by, but independent of, government, that provide free legal services.

22. Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux devraient exiger et financer une formation continue sur les compétences nécessaires pour aider les personnes trans, adaptée aux employés de l'aide juridique (notamment les juristes), aux cliniques juridiques, aux juristes en pratique privée et aux parajuristes.
23. Les organismes de réglementation pour les professionnels de la santé au Canada devraient exiger au moins trois heures de formation obligatoire sur l'équité, la diversité et l'inclusion par cycle de rapport, y compris une heure de formation sur les compétences nécessaires pour aider les personnes trans.
24. Les gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et municipaux devraient exiger que les fonctionnaires suivent une formation obligatoire et continue sur les questions liées aux personnes trans.

SERVICES JURIDIQUES

De nombreuses personnes trans n'ont pas accès à des renseignements juridiques et à des services juridiques spécifiques aux personnes trans. Les services juridiques requis comprennent des conseils juridiques, une représentation et des renvois, ainsi que des activités de développement communautaire et de réforme du droit. Ce besoin devrait être comblé.

Recommandations

25. Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux devraient assurer un financement adéquat et durable des services d'aide juridique partout au Canada, particulièrement dans les communautés autochtones et racialisées.
26. Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux devraient financer des cliniques juridiques dirigées par des personnes trans, financées par le gouvernement, mais indépendantes de

27. Federal, provincial and territorial governments should fund remote legal services for trans clients. When needed, travel costs and access to data and hardware should be properly funded to increase the range of legal services.

IMPROVED PUBLIC ACCOUNTABILITY AND TRANSPARENCY

Trans people's living experiences expose systemic barriers embedded in and created through rules, policies, laws, regulations, systems, programs and organizations. Public organizations that play a role in trans people's experience of justice need to improve their transparency and public accountability, with increased monitoring and course-corrective measures to improve trans inclusion.

Recommendation

28. Public and private entities should be held accountable for existing systems and individual exclusions based on gender identity or expression and made to correct them. Public and private entities should critically assess their policies and practices, report publicly on their findings, implement course-corrective measures and report publicly on progress made.

INCLUSIVE COURTS AND ADMINISTRATIVE TRIBUNALS

Trans people should be able to access the legal system without fear of being forcibly outed, experiencing assault, misgendering or misnaming. Courts and tribunals should be safe for trans people to work at or interact with.

celui-ci, qui fournissent des services juridiques gratuits.

27. Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux devraient financer les services juridiques à distance pour les clients trans. Au besoin, les frais de déplacement et l'accès aux données et au matériel informatique devraient être correctement financés pour accroître la gamme de services juridiques.

AMÉLIORATION DE LA TRANSPARENCE ET DE LA RESPONSABILISATION À L'ÉGARD DU PUBLIC

Les expériences vécues par les personnes trans mettent en lumière des obstacles systémiques intégrés dans des règles, des politiques, des lois, des règlements, des systèmes, des programmes et des organisations, ou créés par ceux-ci. Les organisations publiques qui jouent un rôle dans l'expérience des personnes trans en matière de justice doivent améliorer leur transparence et leur responsabilisation à l'égard du public, avec une surveillance accrue et des mesures correctives pour améliorer l'inclusion des personnes trans.

Recommandation

28. Les entités publiques et privées devraient être tenues responsables des systèmes existants et des exclusions individuelles fondées sur l'identité ou l'expression de genre et être amenées à les corriger. Les entités publiques et privées devraient évaluer de façon critique leurs politiques et leurs pratiques, rendre compte publiquement de leurs conclusions, mettre en œuvre des mesures correctives et rendre compte publiquement des progrès réalisés.

TRIBUNAUX JUDICIAIRES ET TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS INCLUSIFS

Les personnes trans devraient être en mesure d'accéder au système de justice sans craindre de voir leur identité trans divulguée contre leur gré, d'être victimes d'agressions, d'être victimes de mégenrage ou d'être appelées par un mauvais nom. Les tribunaux judiciaires et

les tribunaux administratifs doivent être un endroit s curitaire o  les personnes trans peuvent travailler ou interagir avec d'autres personnes.

Recommendations

29. All courts and tribunals should:

- update their standard practices to include pronouns and titles to be used in the proceedings when participants are introduced.
- adopt Counsel as a title for all lawyers rather than continuing the use of gendered titles for lawyers.
- adopt gender-neutral language for official court positions, such as "Justice", to avoid gendered alternatives, such as "Madame Justice" or "Madame Clerk", creating a safer environment for gender-diverse individuals who want to be appointed to court positions, or potentially come out at work.
- use a gender neutral and gender inclusive writing style.
- assess their facilities for safe, accessible washrooms and robing rooms for trans people, including non-binary people.
- review their internal communications policies to ensure that all emails going in or out of the court include pronouns and inclusive language.
- review their hiring practices for staff and clerks to ensure that gender norms do not lead to the exclusion of qualified trans candidates.

Recommandations

29. Tous les tribunaux devraient :

- Mettre à jour leurs pratiques courantes afin d'y inclure les pronoms et les titres à utiliser lors de la présentation des participants et participantes.
- Utiliser le terme « maître » comme titre pour les avocats plutôt que de continuer à utiliser les titres genrés.
- Adopter un langage  pic ne pour les postes officiels du tribunal, comme « Juge », afin d'éviter les termes genrés, comme « Madame la juge » ou « Madame la greffière », créant ainsi un environnement plus sûr pour les personnes de diverses identités de genre qui veulent être nommées à des postes du tribunal ou qui pourraient dévoiler leur identité au travail.
- Utiliser un style de rédaction  pic ne et inclusif.
-  valuer leurs installations afin de garantir qu'il y a des toilettes et des salles d'apparat sécuritaires et accessibles pour les personnes trans, y compris les personnes non binaires.
- Examiner leurs politiques de communication interne pour s'assurer que tous les courriels reçus ou envoyés par le tribunal utilisent les bons pronoms et un langage inclusif.
- Examiner leurs pratiques d'embauche pour le personnel et les greffiers et greffières afin de s'assurer que les normes en matière de genre ne mènent pas à l'exclusion de candidats et candidates trans qualifiée-s.

30. Those courts and tribunals with existing practice directives and notices to the profession about pronouns and styles of address should enforce them and prevent the use of courts and court processes to out, deadname, and misgender trans legal participants.

30. Les tribunaux qui disposent de directives de pratique et d'avis à la communauté juridique au sujet des pronoms et des formules de politesse devraient les appliquer et empêcher le recours aux tribunaux et aux procédures judiciaires pour divulguer l'identité trans de participants et participantes trans dans le système de justice, ou les morinommer ou mégenrer.

EMPLOYMENT EQUITY LAW REFORM

Ongoing employment discrimination excludes trans people from employment. Additional safeguards should protect trans people from discrimination in the workplace.

RÉFORME DES LOIS RELATIVES À L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI

La discrimination continue en matière d'emploi exclut les personnes trans de l'emploi. Des mesures de protection supplémentaires devraient protéger les personnes trans contre la discrimination en milieu de travail.

Recommendation

31. All employment equity related legislation in Canada should explicitly protect all people who face gender-based marginalization, which includes trans people of all identities.

Recommandation

31. Toutes les lois relatives à l'équité en matière d'emploi au Canada devraient protéger explicitement toutes les personnes qui font face à la marginalisation fondée sur le genre, y compris les personnes trans de toutes identités.

CRIMINAL LAW REFORM

The law itself causes many problems for trans people. Reform is required, in consultation with the communities most impacted. All such reform should be informed by an intersectional equity, diversity inclusion analysis.

RÉFORME DU DROIT PÉNAL

La loi elle-même cause de nombreux problèmes aux personnes trans. Une réforme est nécessaire, en consultation avec les communautés les plus touchées. Toutes ces réformes devraient s'appuyer sur une analyse intersectionnelle de l'équité, de la diversité et de l'inclusion.

Recommendations

32. The federal government should eliminate mandatory minimum sentences.

33. The federal government should adopt a spent regime model, where an individual's record is automatically sealed after a certain time.

Recommandations

32. Le gouvernement fédéral devrait éliminer les peines minimales obligatoires.

33. Le gouvernement fédéral devrait adopter un régime de peines révolues, où le casier judiciaire d'une personne est automatiquement scellé après un certain temps.

34. The federal government should amend criminal laws that contribute to the criminalization of trans people including in the areas of HIV non-disclosure, sex work and drugs, in consultation with trans people living with HIV, trans people engaged in sex work, and trans people who use drugs.
35. All levels of police service including the CBSA should be compelled to stop targeting, carding and over-policing of trans people.

IDENTIFICATION DOCUMENTS

Many government administrative regimes related to identity documents are based on harmful stereotypes about trans people and include unnecessary barriers such as onerous proof of identity, prohibitive costs, and gatekeeping by lawyers, notaries, commissioners and doctors. This deprives many trans people of access to ID, which is not only discriminatory and dehumanizing, but impacts full participation in society. Updating ID should be as easily accessed as updating one's address.

Trans people must be issued identity documents that reflect their identity.

Recommendations

36. Provincial, territorial and federal governments should immediately amend their current practices for issuing identity documents to address barriers trans people experience, including onerous application processes, a lack of coordination between government ministries, and parental consent requirements.

34. Le gouvernement fédéral devrait modifier les lois criminelles qui contribuent à la criminalisation des personnes trans, y compris en ce qui concerne la non-divulgence du VIH, le travail du sexe et les drogues, en consultation avec les personnes trans vivant avec le VIH, les personnes trans qui se livrent au travail du sexe et les personnes trans qui consomment des drogues.
35. Tous les niveaux des services de police, y compris l'ASFC, devraient être contraints de cesser de cibler les personnes trans et de leur demander de présenter une pièce d'identité, et cesser d'intervenir de manière excessive.

PIÈCES D'IDENTITÉ

De nombreux régimes administratifs gouvernementaux liés aux pièces d'identité reposent sur des stéréotypes nuisibles au sujet des personnes trans et comprennent des obstacles inutiles comme une preuve d'identité onéreuse, des coûts prohibitifs et le contrôle exercé par les juristes, les notaires, les commissaires et les médecins. Cela prive de nombreuses personnes trans d'avoir accès à des pièces d'identité, ce qui est non seulement discriminatoire et déshumanisant, mais a une incidence sur leur pleine participation à la société. Il devrait être aussi facile de mettre à jour une pièce d'identité que de mettre à jour son adresse.

Les personnes trans doivent recevoir des pièces d'identité qui reflètent leur identité.

Recommandations

36. Les gouvernements provinciaux, territoriaux et fédéral devraient modifier immédiatement leurs pratiques actuelles de délivrance de pièces d'identité pour éliminer les obstacles auxquels sont confrontées les personnes trans, y compris les processus de demande onéreux, le manque de coordination entre les

- ministères gouvernementaux et les exigences relatives au consentement des parents.
37. Fees associated with issuing or amending identity documents should be waived for everyone, particularly Indigenous trans and/or Two-Spirit people who want to reclaim their family lineage names.
37. Les frais associés à l'émission ou à la modification de pièces d'identité devraient être annulés pour tout le monde, en particulier les personnes trans ou bispirituelles autochtones qui veulent reprendre le nom de famille de leur lignée.
38. Reparations for the consequences of requiring sterilizing genital surgery as a prerequisite for updating gender markers should be paid.
38. Des réparations pour les conséquences d'avoir dû subir une chirurgie génitale qui rend stérile comme condition préalable à la mise à jour du marqueur de genre devraient être payées.
39. Indigenous trans and/or Two-Spirit people should be supported to reclaim Indigenous names. To assist with this, governments should, among other things:
39. Les personnes trans ou bispirituelles autochtones devraient être soutenues pour se réappropriier des noms autochtones. À cette fin, les gouvernements devraient notamment :
- update their systems to Unicode so identity documents and other records can be produced showing characters not in the Latin alphabet (such as characters in Indigenous languages), and diacritic marks (which indicate pronunciation);
 - amend name legislation to allow for single word names.
 - Mettre à jour leurs systèmes à Unicode afin de produire des pièces d'identité et d'autres **dossiers** utilisant des caractères autres que l'alphabet latin (comme des caractères en langues autochtones) et des marques diacritiques (qui indiquent la prononciation).
 - Modifier la législation sur les noms pour permettre les noms à un seul mot.
40. Provincial and territorial government agencies should end the requirement for the mandatory assignment of sex or gender on birth records, and all government records, and should remove current requirements for compulsory display of sex or gender markers on government identification.
40. Les organismes gouvernementaux provinciaux et territoriaux devraient mettre fin à l'exigence d'attribution obligatoire du sexe ou du genre dans les dossiers de naissance et tous les dossiers gouvernementaux, et supprimer les exigences actuelles relatives à l'affichage obligatoire ou aux marqueurs de sexe ou de genre sur les pièces d'identité gouvernementales.
41. Citizenship should not be a barrier to obtaining or updating identity documents.
41. La citoyenneté ne devrait pas constituer un obstacle à l'obtention ou à la mise à jour des pièces d'identité.
42. Regardless of the status of a trans person's identity documents, all levels of
42. Quel que soit le statut des pièces d'identité d'une personne trans, tous les ordres de gouvernement, les

government, legal service providers, courts and tribunals should:

- adopt the language and gender markers trans people request and provide access to required services and facilities, such as washroom and changerooms;
- update procedures and data management practices to protect trans people from being outed.

FINANCES, HOUSING, HEALTH AND SOCIAL SERVICES

Trans people have statistically lower incomes than other people in Canada and often encounter discrimination, including in employment and housing. Many lack financial, social and emotional support as a result of their isolation from family. Trans people should have access to trans-informed social services.

Recommendations

43. Federal, provincial and territorial governments should implement programs to ensure income security for all trans people.
44. Federal, provincial and territorial governments should implement programs to ensure affordable housing for all trans people.
45. Federal, provincial and territorial governments should ensure adequate funding for trans health, including mental health, and social services, for all trans people.

prestataires de services juridiques et les tribunaux devraient :

- Adopter la langue et les marqueurs de genre que les personnes trans demandent et donner accès aux services et aux installations nécessaires, comme les toilettes et les vestiaires.
- Mettre à jour les procédures et les pratiques de gestion des données afin de protéger les personnes trans contre une divulgation involontaire.

FINANCES, LOGEMENT, SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

Les personnes trans ont un revenu statistiquement inférieur à celui des autres personnes au Canada et sont souvent victimes de discrimination, notamment en matière d'emploi et de logement. Beaucoup manquent de soutien financier, social et émotionnel en raison de leur isolement de leur famille. Les personnes trans devraient avoir accès à des services sociaux adaptés aux personnes trans.

Recommandations

43. Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux devraient mettre en œuvre des programmes pour assurer la sécurité du revenu de toutes les personnes trans.
44. Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux devraient mettre en œuvre des programmes pour assurer que toutes les personnes trans ont accès à un logement abordable.
45. Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux devraient assurer un financement adéquat pour la santé des personnes trans, ce qui inclut la santé mentale et les services sociaux, pour toutes les personnes trans.